

Province de HAINAUT

Arrondissement de MONS

COMMUNE DE JURBISE

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE**

---

**SEANCE PUBLIQUE DU 10 SEPTEMBRE 2013**

**PRESENTS :**

MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,  
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-  
Leuridant M., Echevins,  
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,  
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,  
Robette-Delputte F., Decamps P., Delhay J.,  
Chanoine V., Demoustiez A., Dessilly V.,  
Decoster C., Egels E., Conseillers,

**EXCUSEES :** Vanderkel A., Petit N., Conseillers

Gillard Stéphane, Directeur général f.f.

---

**PROCES-VERBAL :**

*Avant de débiter la séance, la Présidente propose l'ajout d'un point à l'ordre du jour :*

*« 32. Droit de tirage 2013-2016 : Plan d'investissement communal – approbation du Plan d'investissement communal »*

*Le Plan d'investissement communal doit être transmis à la Région Wallonne pour le 15 septembre 2013 au plus tard, sur base de l'estimation établie ce 2 septembre 2013 par l'Intercommunale IDEA.*

*L'ajout de ce point à l'ordre du jour de la séance est approuvé à l'unanimité.*

- 
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 30 juillet 2013 – partie publique —  
**Approbation.**

*Madame Senecaut demande une correction de son commentaire au point 7, précisant qu'elle estime que le règlement relatif à l'octroi de subsides n'est pas respecté en ce qui concerne l'exigence, lors d'octroi de subsides, du dépôt des documents comptables du bénéficiaire en guise de justificatifs.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, avec 16 voix pour et 3 abstentions,**

Approuve le procès-verbal de la séance du 30 juillet 2013 – partie publique, tenant compte de la modification demandée par Madame Senecaut.

-----

2. **Finances – Situation de caisse au 26 août 2013 – Information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, à l’unanimité,**

Prend connaissance et approuve la situation de caisse au 26 août 2013 qui s’élève à la somme de 1.971.348,32 euros.

-----

3. **Finances – Prêt accordé sous la garantie du Service général de garantie des Infrastructures privées subventionnées relatif à l’extension de l’école d’Erbisoeul – Approbation.**

**LE CONSEIL COMMUNAL, à l’unanimité,**

Approuve cette proposition.

-----

4. **Finances –Taxe sur les agences bancaires –Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l’article L1122-30 et l’article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l’établissement et au recouvrement des taxes communales ;

**Vu** la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

**Vu** la Loi du 23 mars 1999 relative à l’organisation judiciaire en matière fiscale ;

**Vu** les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

**Vu** l’Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l’Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

**Vu** que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi pour les exercices 2014 à 2019, une taxe communale annuelle sur les agences bancaires.

Sont visés, les établissements dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables ou à octroyer des crédits pour leur propre compte ou pour le compte d'un organisme avec lequel elles ont conclu un contrat d'agence ou de représentation ou les deux, existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

Par établissement, il convient d'entendre les lieux où sont situés l'exercice de la ou des activité(s), le siège social ainsi que le ou les siège(s) d'exploitation.

**Article 2** : La taxe est due par la personne (physique ou morale) pour le compte de laquelle l'activité définie à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, était exercée au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée comme suit, par agence bancaire : 200 euros par poste de réception.

Par « poste de réception », il faut entendre tout endroit, tel que bureau, guichet, local, où un préposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

Ne sont pas visés les distributeurs automatiques de billets et autres guichets automatisés.

**Article 4** : La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 5** : L'Administration Communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6** : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7** : En cas de taxation d'office, Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le montant de la majoration est fixé à 200%.

**Article 8** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

## 5. Finances – Taxe sur les agences de paris sur les courses de chevaux – Approbation

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

**Vu** la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

**Vu** la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

**Vu** les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

**Vu** que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

### **Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi pour les exercices 2014 à 2019, une taxe communale sur les agences de paris sur les courses de chevaux.

Sont visées les agences de paris sur les courses de chevaux, autres que celles acceptant exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique.

**Article 2** : La taxe est due par l'exploitant de la ou des agences de paris sur les courses de chevaux au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée à 62 euros par mois.

**Article 4** : La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 5 :** L'Administration Communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6 :** La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7 :** En cas de taxation d'office, le montant de la majoration est fixée à 200 % conformément à l'article L3321-6 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

**Article 8 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----  
**6. Finances – Redevance pour la délivrance de documents administratifs – Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** les charges qu'entraîne pour l'Administration communale la délivrance de documents administratifs ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour l'exercice 2014 à 2019, une redevance communale pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs par l'Administration Communale.

Ne sont pas visées :

- La délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours.
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures.
- La délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la SWL ;
- La délivrance de pièces relatives à l'allocation déménagement, installation et loyer (ADIL).

**Article 2 :** La redevance est due par la personne qui demande le document.

**Article 3 :** La redevance est fixée comme suit :

- 1) Délivrance de documents d'urbanisme de documents d'urbanisme en vertu des articles 85 et 90 du CWATUP : 20 Euros.
- 2) Délivrance d'extraits ou copies littérales d'actes concernant l'Etat Civil : 3 Euros.
- 3) Tous certificats délivrés par le Service Population : 3 Euros
- 4) Légalisation de signature ou copie certifiée conforme : 2 Euros.
- 5) Délivrance de permis de conduire définitifs belges et internationaux : 10 Euros
- 6) Carte d'identité d'enfant de 12 ans : 15 Euros.
- 7) Carte d'identité belge (procédure normale) : 5 Euros de taxe communale à laquelle s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- 8) Carte d'identité belge (procédure d'urgence) : 12,88 Euros de taxe communale à laquelle s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- 9) Carte d'identité belge (procédure d'extrême urgence) : 15,85 Euros de taxe communale à laquelle s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- 10) Livret de mariage : 20 Euros.
- 11) Certificat de changement de résidence : 10 Euros.
- 12) Carte d'identité pour membre de l'U.E. : 20 Euros.
- 13) Carte d'identité pour membre hors de l'U.E. : 20 Euros.
- 14) Attestation d'immatriculation Modèle A : 5 Euros.
- 15) Déclaration d'arrivée : 2,5 Euros.
- 16) Certificat d'inscription au registre des étrangers : 20 Euros.
- 17) Extrait du casier judiciaire : 5 Euros.
- 18) Etablissement de dossiers de naturalisation, option, étranger : 20 Euros.
- 19) Délivrance de plans de l'entité :
  - petit format : 5 Euros.
  - grand format : 10 Euros.
- 20) Délivrance de passeports :
  - les enfants de plus de 12 ans et autres par procédure normale : 10 Euros.
  - les enfants de plus de 12 ans et autres par procédure d'urgence : 20 Euros.
- 21) Délivrance du numéro de code Pin-Puk : 2.5 Euros.

**Article 4 :** La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

**Article 5 :** A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal.

-----

7. **Finances – Taxe sur la distribution gratuite à domicile d'écrits publicitaires non adressés – Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

**Vu** la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

**Vu** la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

**Vu** les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

**Vu** que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Au sens du présent règlement, on entend par :

Ecrit ou échantillon non adressé : l'écrit ou l'échantillon qui ne comporte pas le nom et/ou l'adresse complète du destinataire (rue, n°, code postal et commune).

Ecrit publicitaire : l'écrit qui contient au moins une annonce à des fins commerciales, réalisée par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s).

Echantillon publicitaire : toute petite quantité et/ou exemple d'un produit réalisé pour en assurer la promotion et/ou la vente.

Est considéré comme formant un seul échantillon, le produit et l'écrit publicitaire qui, le cas échéant, l'accompagne.

Ecrit de presse régionale gratuite : l'écrit distribué gratuitement selon une périodicité régulière d'un minimum de 12 fois l'an, contenant, outre de la publicité, du texte rédactionnel d'informations liées à l'actualité récente, adaptée à la zone de distribution mais essentiellement locales et/ou communales et comportant à la fois au moins 5 des six informations d'intérêt général suivantes, d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution et, en tous cas essentiellement communales :

- les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires,..)

- les agendas culturels reprenant les principales manifestations de la commune et de sa région, de ses A.S.B.L culturelles, sportives, caritatives,
- les « petites annonces » de particuliers,
- une rubrique d'offres d'emplois et de formation,
- les annonces notariales,
- par l'application des Lois, décrets ou règlements généraux qu'ils soient régionaux, fédéraux ou locaux des annonces d'utilité publique ainsi que des publications officielles ou d'intérêt public telles que : enquêtes publiques, autres publications ordonnées par les cours et tribunaux,...

**Article 2 :** Il est établi, pour l'exercice 2014 à 2019, une taxe communale indirecte sur la distribution gratuite, à domicile, d'écrits et d'échantillons non adressés qu'ils soient publicitaires ou émanant de la presse régionale gratuite. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef du destinataire.

**Article 3 :** La taxe est due :

- par l'éditeur,
- ou, s'il n'est pas connu, par l'imprimeur,
- ou si l'éditeur et l'imprimeur ne sont pas connus, par le distributeur.
- ou, si l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas connus, par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

**Article 4 :** La taxe est fixée à :

- 0,0111 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires jusqu'à 10 grammes inclus
- 0,0297 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 10 et jusqu'à 40 grammes inclus
- 0,0446 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 40 et jusqu'à 225 grammes inclus
- 0,08 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires supérieurs à 225 grammes.

Néanmoins, tout écrit distribué émanant de presse régionale gratuite se verra appliquer un taux uniforme de 0,006 euro par exemplaire distribué.

**Article 5 :** La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 6 :** Le redevable est tenu de faire au plus tard le 5<sup>ème</sup> jour du mois de la distribution, à l'Administration Communale, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le montant de la majoration est fixé à 200%, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----



## 8. Finances – Redevance sur les exhumations – Approbation

### LE CONSEIL COMMUNAL,

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** les charges générées par l'exhumation des restes mortels exécutée par la commune

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices de 2014 à 2019, une redevance communale sur l'exhumation des restes mortels exécutée par la commune.

**Article 2** : La redevance est due par la personne qui demande l'autorisation d'exhumation.

**Article 3** : La redevance est fixée en fonction des frais réellement engagés avec un taux forfaitaire minimum de 300 euros pour les exhumations simples (caveau) et le maximum de 1.500 euros pour les exhumations plus complexes (pleine terre).

**Article 4** : La redevance est payable au moment de la demande de l'autorisation d'exhumation.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

## 9. Finances – Taxe sur les terrains de golf – Approbation

### LE CONSEIL COMMUNAL,

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

**Vu** la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

**Vu** la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

**Vu** les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

**Vu** les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une taxe communale sur les terrains de golf.

Sont visés les terrains de golf existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 2** : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des terrains de golf et par le propriétaire du sol au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée à 7.500 euros par terrain de golf.

**Article 4** : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 5** : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 6** : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Article 7** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

**10. Finances – Taxe sur les inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium –**  
**Approbation**

*Monsieur Breuse demande si cette taxe est également d'application dans le cas où la famille demande à récupérer les cendres. La Présidente lui confirme que, dans un tel cas de figure, cette taxe n'est pas d'application.*

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

**Vu** la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

**Vu** la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

**Vu** les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

**Vu** les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

### **Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une taxe communale sur les inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium.

Sont exonérés :

Les indigents, les personnes inscrites dans les registres de la population, les personnes inscrites dans le registre des étrangers ou le registre d'attente de la commune .

**Article 2** : La taxe est due par la personne qui demande l'autorisation d'inhumation, de la dispersion des cendres et de la mise en columbarium.

**Article 3** : La taxe est fixée à 300 euros par inhumation, dispersion des cendres ou de la mise en columbarium

**Article 4** : La taxe est payable au comptant au moment de la demande de l'inhumation, de la dispersion des cendres ou de la mise en columbarium, à défaut elle sera enrôlée.

**Article 5** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

**11. Finances – Redevance sur les inflexions de trottoirs – Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges importantes générées par les inflexions de trottoirs,

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une redevance sur la réalisation d'inflexions de trottoirs.

**Article 2** : La redevance est due par les personnes physiques et morales qui demandent une inflexion de trottoirs.

**Article 3** : La redevance est fixée en fonction de frais réellement engagés sur base d'un devis avec un minimum de 65€ le mètre . Tout mètre entamé est considéré dans son entièreté.

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de la prestation.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

**12. Finances – Additionnel à l'impôt des personnes physiques – Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 465 à 470 ;

**Vu** la situation financière de la commune ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, avec 16 voix pour et 3 abstentions ,**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune au 1<sup>er</sup> janvier de l'année donnant son nom à cet exercice.

**Article 2** : La taxe est fixée à 8.5 % de la partie calculée conformément à l'article 466 du Code des Impôts sur les revenus 1992, de l'Impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice.

-----

### 13. **Finances – Additionnel au précompte immobilier –Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 464 1er;

**Vu** la situation financière de la commune ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, avec 16 voix pour et 3 abstentions ,**

**Article unique:** Pour les exercices 2014 à 2019, il est établi 2700 centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

-----

### 14. **Finances – Redevance sur la demande de permis d'urbanisme – Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une redevance communale sur les demandes de permis d'urbanisme.

**Article 2** : La redevance est due par la personne qui demande le permis.

**Article 3** : La redevance est fixée à 150 euros par demande de permis d'urbanisme pour les permis traditionnels et à 50 euros pour les déclarations urbanistiques préalables.

**Article 4** : Sans préjudice des dispositions de l'article 3, une redevance forfaitaire complémentaire de 100 € est fixée pour l'indication sur place de l'implantation, pour l'affichage et pour l'établissement du procès-verbal y afférent, si ces activités sont réalisées par l'Administration communale.

**Article 5** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du permis.

**Article 6** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé pourra être majoré des intérêts de retard au taux légal.

-----

#### 15. **Finances – Redevance sur la demande de délivrance de permis d'urbanisation – Approbation**

##### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019 une redevance communale sur la demande de délivrance de permis d'urbanisation

**Article 2** : La redevance est due lors de la délivrance du permis d'urbanisation, pour chacun des lots créés par la division de la parcelle.

**Article 3** : La redevance est fixée à 120 euros par lot.

**Article 4** : La redevance est également due pour la modification d'un « ancien » permis de lotir.

**Article 5** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de délivrance du permis.

**Article 6 :** A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

16. **Finances – Redevance sur les demandes d'autorisation d'activités en application du décret du 11/03/1999 relatif au permis d'environnement – Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une redevance communale sur la demande d'autorisation d'activités en application du décret du 11.03.1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 2 :** La redevance est payable au comptant au moment de la demande d'autorisation

**Article 3 :** Le montant de la redevance couvrira les frais réellement engagés avec un forfait minimum fixé comme suit par document :

- Permis d'environnement classe 1 : 500 euros
- Permis d'environnement classe 2 : 50 euros
- Permis unique classe 1 : 600 euros
- Permis unique classe 2 : 150 euros
- Déclaration classe 3 : 20 euros.

**Article 4 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

17. **Finances – Taxe sur les commerces de produits alimentaires à emporter – Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

**Vu** la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

**Vu** la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

**Vu** les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

**Considérant** que les commerces visés favorisent, de par leur activité, l'augmentation des dépôts de déchets sur la voie publique puisque les produits servis sont emballés et peuvent être directement consommés en sortant de l'établissement.

**Vu** les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une taxe communale annuelle sur les commerces de produits alimentaires à emporter.

Sont visés les établissements en exploitation qui offrent à titre principal des produits alimentaires préparés et/ou cuisinés, chauds et/ou froids et dans lesquels la possibilité est offerte aux clients de les consommer sur place et/ou en dehors.

**Article 2** : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des commerces et par le propriétaire du ou des terrains au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée à 500 euros par an par établissement tel que défini à l'article 1<sup>er</sup> au cours de l'exercice d'imposition.

Il est uniquement tenu compte de la situation au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 4** : La taxe est perçue par voie de rôle

**Article 5** : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.



Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6 :** La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7 :** En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Article 8 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----  
**18. Finances – Taxe sur les secondes résidences – Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

**Vu** la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

**Vu** la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

**Vu** les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

**Vu** les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;  
Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une taxe communale annuelle sur les secondes résidences.

Est visé tout logement, existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, pour lequel la personne pouvant l'occuper à cette date n'est pas, à la même date, inscrite, pour ce logement, au registre de la population ou au registre des étrangers.

Ne sont cependant pas visés les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du Conseil de la Communauté française du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte.

**Article 2 :** La taxe est due par le propriétaire de la ou des secondes résidences au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3 :** La taxe est fixée à :

- 450 euros pour les secondes résidences hors camping ;
- 175 euros pour les secondes résidences établies dans un camping ;
- 87,5 euros pour les secondes résidences établies dans des logements pour étudiants (kots)

**Article 4 :** La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 5 :** L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6 :** La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7 :** En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Article 8 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----  
**19. Finances – Redevance sur l'enlèvement des versages sauvages – Approbation**

*Madame Senecaut demande s'il ne serait pas envisageable d'augmenter les montants de cette redevance. La Présidente lui répond que ces montants sont ceux conseillés par la circulaire budgétaire.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** les charges générées par l'enlèvement des versages sauvages dus au fait, à la négligence ou à l'imprudence d'une personne ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une redevance communale pour l'enlèvement des versages sauvages dus au fait, à la négligence ou à l'imprudence d'une personne. Est visé l'enlèvement des déchets déposés dans des endroits non autorisés ainsi que des déchets dont les modalités d'enlèvement ont été arrêtées par l'Intercommunale de gestion environnementale (HYGEA)

**Article 2** : La redevance est due par la personne par le fait, la négligence ou l'imprudence de laquelle l'enlèvement du ou des versages sauvages est rendu nécessaire.

**Article 3** : La redevance est fixée à 100 euros par enlèvement de déchets dont le poids n'excède pas 10 kgs, et 100 euros par tranches supplémentaires de 10 kgs, avec un forfait maximum de 400 euros. L'enlèvement des dépôts qui entraîne une dépense supérieure au taux forfaitaire maximum prévu pour la catégorie de déchets concernée sera facturé sur base d'un décompte de frais réels.

**Article 4** : La redevance est payable au comptant, contre remise d'une quittance.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

## **20. Finances – Taxe sur les terrains de camping – Approbation**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

**Vu** la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

**Vu** la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

**Vu** les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

**Vu** les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, les exercices 2014 à 2019, une taxe communale sur les terrains de camping

Sont visés, les terrains de camping-caravaning tels que définis par l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 2** : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des terrains de camping et par le propriétaire du sol au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée comme suit :

Superficie de l'emplacement	Type d'abris	Taux maximum
Type 1 – de 50 à 79 m <sup>2</sup>	tentes	50 euros
Type 2 – de 80 à 99 m <sup>2</sup>	Caravanes motorhomes(2,5m/8m)	70 euros
Type 3 – de 100 m <sup>2</sup> et plus	Caravanes résidentielles et châlets	85 euros

**Article 4** : La taxe sera réduite de moitié pour les emplacements des types 1 et 2 (pour les tentes, caravanes et motor-homes) réservés aux touristes de passage.

**Article 5** : La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 6** : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 7** : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 8** : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Article 9** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

21. **Finances** – Redevance sur les raccordements à l'égout, au collecteur public et sur la fourniture et la pose de tuyaux et de filets d'eau - **Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges importantes générées par les raccordements à l'égout du collecteur public, par la fourniture et la pose de tuyaux et de filets d'eau ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une redevance pour les raccordements à l'égout du collecteur public et pour la fourniture et la pose de tuyaux et de filets d'eau.

**Article 2** : La redevance est due par les personnes physiques et morales qui demandent un raccordement à l'égout du collecteur public, demandent la fourniture et la pose de tuyaux ou de filets d'eau sur le territoire (domaine public) de la Commune de Jurbise.

**Article 3** :

La redevance est fixée comme suit :

Raccordement à l'égout public (voirie tarmac ou béton) (tuyaux PVC Ø 160mm)	Forfait de 250 € + 204 €/m de raccordement
Raccordement à l'égout public ( en terre-pleine)	Forfait 250 € + 102 €/m de raccordement
Fourniture et pose de filets d'eau (en béton)	Forfait 200 € + 76.50 €/m
Fourniture et pose de tuyaux en béton	
Ø 30cm	Forfait 200 € + 76.50 €/m de tuyaux
Ø 40cm	Forfait 200 € + 102€/m de tuyaux
Ø 50cm	Forfait 200 € + 127.50 €/m de tuyaux

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de la prestation.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

## 22. **Finances –Tarif pour location d'ouvrages de la bibliothèque – Approbation**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : il est établi pour les exercices 2014 à 2019 un tarif pour location d'ouvrages de la bibliothèque.

Ne sont pas visées : Les personnes mineures, les animateurs de sociétés philanthropiques, les enseignants et les personnes qui consultent les livres sur place.

**Article 2** : le tarif est du par la personne qui demande la location.

**Article 3** : le tarif est fixé à :

- 0,40 € par livre et par quinzaine
- 7,50 € pour un forfait annuel

**Article 4**: le tarif est payable au moment de la délivrance des livres.

**Article 5** : En cas de retard dans le délai de restitution des ouvrages, documents, ainsi qu'en cas de perte ou détérioration grave d'un ouvrage ou document, une amende sera appliquée. Cette amende est également d'application pour les mineurs, les animateurs et les enseignants.

L'amende est fixée comme suit :

- En cas de retard de restitution, à 0,20€ par ouvrage et par semaine supplémentaire.
- En cas de perte ou détérioration grave par l'emprunteur, au remplacement de l'ouvrage ou au remboursement.

**Article 6** : le présent règlement entrera en vigueur le jour de la publication par voie d'affichage de la décision de l'autorité de tutelle.

-----

## 23. **Finances – Tarif pour le taxi-séniors - Approbation**

*Monsieur Delhaye demande si le nombre de trajets maximum est parfois dépassé, et si un tarif forfaitaire ne serait pas une meilleure solution. La Présidente lui répond que ce nombre maximal de trajet est rarement dépassé, sauf cas exceptionnels (personnes devant suivre un traitement médical ou hospitalier régulier).*

*Madame Senecaut propose qu'un tarif dégressif soit instauré, en fonction des revenus individuels des citoyens. La Présidente lui rappelle que les services du taxi-séniors sont gratuits, sauf si plus de 50 trajets sont effectués pour le compte de la même personne, et qu'il s'agit d'un service à la population de plus de 60 ans qui fonctionne bien sous la formule actuellement proposée.*

*La Présidente propose par conséquent de conserver la formule telle qu'elle est soumise ce soir au Conseil.*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

### **DECIDE, par 16 voix pour et 3 abstentions :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi pour les exercices 2014 à 2019 un tarif pour l'utilisation du taxi séniors au-delà des 50 trajets gratuits par an ;

**Article 2** : La somme est due par la personne qui demande le trajet.

**Article 3** : Le tarif est fixé à 2, 5 euros par trajet supplémentaire.

**Article 4**: Le prix est payable au moment du trajet.

**Article 5** : Le présent règlement entrera en vigueur au plus tôt le 5<sup>ème</sup> jour qui suit celui de sa publication

---

## 24. **Finances – octroi d'une prime à l'énergie pour les ménages – Approbation**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** l'article L1120-30 du Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**Revu** sa décision du 05 septembre 2007 relative à l'octroi de primes à l'énergie pour les particuliers ;

**Attendu** qu'il convient de soutenir les programmes visant à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Attendu que le Conseil Communal peut, en fonction de « l'état de santé financier de la commune », octroyer des aides financières aux ménages ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er** : d'octroyer une prime de 250 euros pour toute installation favorisant la protection de l'environnement reprenant les techniques reprises ci-après :

- Panneaux solaires thermiques
- Panneaux solaires photovoltaïques
- Pompe à chaleur
- Puits canadien
- Chauffage central à bois et pellets
- Chaudière à biomasse

**Article 2** : l'installation devra être placée par un installateur agréé. La prime est octroyée pour tout système installé après le 1<sup>er</sup> janvier 2014 sur le territoire de Jurbise. La prime ne peut être octroyée qu'une seule fois par « technique » et par immeuble.

**Article 3** : la demande de prime doit être adressée par le bénéficiaire au Collège Communal dans l'année qui suit la facturation. Le demandeur doit être une personne physique privée. Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant production de la facture de l'installation et d'une attestation d'agrément de l'installateur.

**Article 4** : la liquidation de cette prime est subordonnée à l'inscription des crédits nécessaires au budget communal.

**Article 5** : tout litige concernant l'application de la présente décision est du ressort du Collège Communal.

**Article 6** : exemplaires de la présente délibération seront transmis aux Autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur à toutes fins utiles.

-----  
25. **Finances –octroi d'une prime à l'installation d'un système d'alarme agréé– Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Revu** la décision du 06 novembre 2012 relative à l'octroi de prime pour l'installation d'un système d'alarme agréé ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1113-1 selon lequel l'une des attributions de la Commune est de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police ;

**Attendu** que des dégradations et violations de domiciles ont été constatées dans l'entité de Jurbise ;



**Attendu** que pour aider la police, les communes peuvent, dans les limites des possibilités budgétaires, accorder des subsides aux ménages pour l'installation de système de sécurité et ce, sans distinction de rang.

**Attendu** qu'il y a lieu d'assurer la continuité d'octroi de prime à l'installation d'un système d'alarme agréé pour répondre à la demande des citoyens ;

**DECIDE , à l'unanimité:**

**Article 1** : d'octroyer une prime de 250 euros au particulier pour l'installation d'un système d'alarme agréé.

**Article 2** : le système d'alarme devra être placé par un installateur agréé tel que défini à l'article 3 de l'Arrêté Royal du 21 mai 1991.

**Article 3** : le particulier bénéficiera de cette prime moyennant la production de la facture de l'installation du système d'alarme agréé et d'une attestation d'agrément de l'installateur.

**Article 4** : exemplaires de la présente délibération seront transmis aux Autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur à toutes fins utiles.

-----

## **26. Finances –octroi d'une prime à l'achat d'un vélo ou d'un vélo électrique– Approbation**

*Monsieur Delhaye s'interroge sur la nécessité de limiter l'octroi de cette prime, et d'exclure les vélos pour enfants ainsi que certains vélos ou appareils particuliers tels que tricycles ou trotinettes. Il estime qu'il faudrait au contraire encourager un maximum la mobilité douce des enfants et participer à l'éducation de celle-ci, tout en réfléchissant à certaines conditions indispensables. La Présidente lui confirme son souhait de conserver les modalités actuelles liées à l'octroi de cette prime.*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Revu** sa décision du 15 juin 2010 relative à l'octroi de prime pour l'achat d'un vélo adulte ou d'un vélo électrique ;

**Vu** l'arrêté du Gouvernement Wallon du 2 décembre 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

**Vu** l'arrêté du Gouvernement Wallon modifiant l'arrêté du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

**Attendu** qu'il convient d'encourager toutes les initiatives communales qui ont pour but de prendre soin de la nature, de la santé des citoyens et de désengorger les artères urbaines ;

**Attendu** que le Conseil Communal peut, en fonction de la santé financière de la commune, octroyer des aides financières aux ménages ;

**Attendu** que de nouvelles techniques arrivent sur le marché et apportent un « plus » à l'environnement ;

**Attendu** qu'il y a lieu de fixer les modalités pratiques de l'intervention communale ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal ;

**DECIDE, avec 16 voix pour et 3 abstentions :**

**Article 1er** : d'octroyer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, une prime communale pour l'achat d'un vélo « droit » ou l'achat d'un vélo électrique.

- Ne sont visés que les vélos « droits » pour adultes et vélos motorisés électriquement pour adultes.
- Ne sont pas visés les vélos pour enfants, les vélos à deux places (tandems), les tricycles, cuistax, trottinettes et trottinettes électriques ...etc. ne rentrant pas dans une logique de mobilité verte.

**Article 2** : Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant production d'une facture détaillée d'achat d'un vélo dont la date est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 3** : Seules deux primes par ménage seront octroyées.

**Article 4** : Les bénéficiaires de la prime doivent remplir les conditions suivantes :

- Être une personne physique domiciliée sur le territoire de la Commune de Jurbise ;
- Être majeur ;

**Article 5** : La prime est fixée:

- à 10 % de la valeur d'achat du vélo avec un maximum de 25 € pour un vélo normal « droit ».
- à 10% de la valeur d'achat du vélo motorisé électriquement avec un maximum de 100 €.

**Article 6** : Seules 200 primes pour vélo normal et 10 primes pour vélo électrique seront octroyées par année budgétaire, la 201<sup>ème</sup> et la 11<sup>ème</sup> seront reportées à l'exercice budgétaire suivant.

**Article 7** : Des exemplaires de la présente résolution seront transmises aux Autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur à toutes fins utiles.

-----

## **27. Urbanisme – Renouvellement de C.C.A.T.M.- Désignation.**

*Avant d'entamer les votes relatifs au renouvellement de la CCATM, la Présidente informe le groupe PS de sa volonté de prévoir un suppléant supplémentaire dans le quart communal, et propose au groupe PS d'en faire de même s'il le souhaite. Le groupe PS demande et obtient une suspension de séance de cinq minutes afin d'analyser cette proposition.*

*A la reprise de la séance, les membres du Conseil communal procèdent en premier lieu au vote destiné à désigner les membres effectifs de la Commission.*

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**Vu** les dispositions du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et plus particulièrement les dispositions de l'article 7 ;

**Vu** la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 relative à la mise en œuvre des Commissions Consultatives d'Aménagement du Territoire ;

**Vu** les Décrets des 18 juillet 2002, 1<sup>er</sup> avril 2004, 3 février 2005, 27 octobre 2005, 23 février 2006, 1<sup>er</sup> juin 2006 modifiant les règles relatives aux Commissions Consultatives Communales d'Aménagement du Territoire ;

**Vu** le Décret du 15 février 2007 modifiant l'intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du Livre Ier et les articles 1<sup>er</sup>, 7 et 12 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ;

**Vu** la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 relative à la mise en œuvre des C.C.A.T.M., remplaçant la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 ;

**Vu** la décision 22 janvier 2013 du Conseil communal de renouveler la C.C.A.T.M. et de charger le Collège communal de lancer un appel public aux candidats conformément à l'article 7 § 3 du C.W.A.T.U.P.E. ;

**Attendu** l'appel public, lancé le 4 février 2013 et pour lequel, sous peine d'irrecevabilité, les candidatures devaient être adressées au Collège communal par envoi recommandé avant le 4 mars 2013 ;

**Vu** la liste chronologique du dépôt des candidatures, comprenant 15 candidatures recevables et 4 non recevables car non envoyées par recommandé et/ou hors délais ;

NOM ET PRENOM	ADRESSE	AGE	PROFESSION	REMARQUES
FOSSOUL Manuel	Chemin du Prince 164 à 7050 Erbisoeul	38	employé	Candidature non recevable car pas envoyée par recommandé
MARLIER Daniel	Rue du Bourrelier 21 à 7050 Masnuy-Saint-Jean	66	Retraité- gestionnaire d'un centre de revalidation « Clos de l'Olivier » asbl	Candidature recevable. Défense de l'esprit rural de Jurbise et son entité. Sauvegarde du patrimoine et de l'environnement ainsi que de l'avifaune.
DEVLIEGER Frédéric	Chemin du Prince 62 à	43	Architecte	Candidature

	7050 Erbisoeul			recevable. Souhaite prendre une part active au développement de la commune en général et apporter un regard différent de par son métier sur les matières traitées par le C.C.A.T.M.
MOULIN-STALPAERT Pascale	Rue du Moustier 24 à 7050 Jurbise	48	Institutrice	Candidature recevable. Deux mandats effectifs consécutifs à la C.C.A.T.M. La sécurité en terme de mobilité doit être primordiale. Préservation du patrimoine et sa mise en valeur. Harmonisation de l'habitat.
MAIRESSE Geneviève	Chemin du Prince 319 à 7050 Masnuy-Saint-Jean	55	Comptable	Candidature recevable. Pour un aménagement durable et harmonieux du territoire. Prise en compte des besoins de mobilité pour les P.M.R. Valorisation du patrimoine et maîtriser le développement de l'habitat.
LIENARD Daniel	Chemin du Prince 319 à 7050 Masnuy-Saint-Jean	57	Commercial	Candidature recevable. Souhaite valoriser la commune et améliorer la qualité de vie et les perspectives d'avenir des habitants.

				Préserver la ruralité de la commune. Développer les mobilités douces et protéger les usagers les plus faibles.
DUPONT Pierre	Voie Nisole 4 à 7050 Jurbise	68	Pensionné (ingénieur industriel et licencié en sciences économiques appliquées)	Candidature recevable. Actuel Président de la C.C.A.T.M. Conseiller social employeurs à la Cour du Travail. Nombreux mandats en tant que Président, Administrateur ou Membre. Sensible au devenir de la Commune.
ROBETTE Yves	Rue Piet en Veau n°1 à 7050 Masnuy-Saint-Pierre	53	Agriculteur	Candidature recevable. Protéger le caractère rural de la Commune et son patrimoine. Respect de la nature et prendre en compte les problèmes de mobilité.
WINDAL Cécile	Chemin de la Ferme 113 à 7050 Erbisoeul	55	Employée d'administration provinciale.	Candidature recevable. Défend les personnes à mobilité réduite. Impliquée dans le mouvement social ALTEO
SPAGNA Paul	Rue des Juifs 38 à 7050 Herchies	35	Assistant de recherche (géologue)	Candidature recevable. Souhaite contribuer au maintien d'un cadre de bien-être et de bien-vivre au sein de la commune.

				Souhaite être suppléant.
DESSILLY Daniel	Rue Bruyère Dincq 21 à 7050 Masnuy-Saint-Jean	63	Directeur I.D.E.A.	Candidature recevable. Deux mandats effectifs consécutifs à la C.C.A.T.M. La C.C.A.T.M. doit être garante de l'application du S.S.C. Préserver les sites remarquables de l'entité et son aspect rural.
BRUYELLE Jean-Michel	Rue Basse 32 à 7050 Erbisoeul	53	Accompagnateur de train (SNCB)	Candidature recevable. Développer les petits magasins de proximité dans les villages et la vente de produits locaux. Préservation du caractère rural de l'entité. Favoriser la mobilité. Défendre et conserver le patrimoine.
MAHIEU Roland	Rue Petite 104 à 7050 Herchies	78	Pensionné	Candidature recevable. Intérêt pour la production d'énergie.
SEVRIN Françoise	Chemin de Casteau 22 à 7050 Masnuy-Saint-Jean	54	Animatrice socio-culturelle	Candidature recevable. Défendre l'aspect rural de l'entité et améliorer la mobilité et plus particulièrement celle des P.M.R.
ROISIN Alain	Rue des Prés à Viviers 1 à 7050 Masnuy-Saint-Pierre	44	Ouvrier et indépendant à titre complémentaire	Candidature recevable. Harmoniser les nouvelles constructions avec le patrimoine existant.

				Préserver la ruralité et trouver des solutions aux problèmes de mobilité.
LE GRELLE Damien	Rue Haute 34 à 7050 Erbisoeul	62	Conseiller en urbanisme et immobilier	Candidature recevable. Nécessité d'un développement harmonieux du bâti. Intérêt pour la mobilité, la sécurité et la protection de l'environnement ;
DELHAYE Jean-Yves	Rue des Déportés 108 à 7050 Masnuy-Saint-Jean	39	Conducteur de travaux	Candidature non recevable car envoyée hors délai
MESSAOUI Laaziz	Rue d'Erbisoeul 243 à 7050 Herchies	43	économiste	Candidature non recevable car envoyée hors délai
MORCRETTE Caroline	Rue des Chats 2 à 7050 Herchies	38	Employée Fedasil	Candidature non recevable car envoyée hors délai

**Attendu** que selon la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 traitant de la mise en œuvre des Commissions Consultatives Communales d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, la Commission de Jurbise doit être composée outre son président, de 12 membres dont le quart communal soit 3 membres répartis selon une représentation proportionnelle à l'importance de la majorité et de l'opposition au sein du Conseil communal (2 majorités et 1 opposition) et choisis respectivement par les Conseillers Communaux de l'une ou l'autre tendance ;

**Attendu** que la susdite circulaire ministérielle prévoit la possibilité d'adjoindre à chaque membre un ou plusieurs suppléants, ceux-ci devant représenter si possible le même centre d'intérêt que le titulaire à remplacer ;

**Attendu** que tout membre de la C.C.A.T.M., en ce compris le Président, ne peut exercer plus de deux mandats effectifs consécutifs ;

**Attendu** que les candidatures sont en surnombre par rapport au nombre de sièges à pourvoir et qu'il y a lieu de prendre attitude à ce sujet ;

**Attendu** que le choix des membres doit être fait en tenant compte des critères prescrits par les dispositions décrétales, à savoir, la représentation de la pyramide des âges, la problématique de la mobilité, une répartition géographique équilibrée et d'une représentativité tant des intérêts économiques, sociaux, culturels, touristiques et environnementaux ;

**Vu** la délibération du Conseil communal du 7 mai 2013 transmise en date du 25 mai 2013 au Service public de Wallonie, Direction de l'Aménagement Local ;

**Vu** le courrier daté du 13 juin 2013 du Service public de Wallonie, Direction de l'Aménagement Local,

**Considérant** que la désignation de Madame Pascale Mauroy-Moulin-Stalpaert en qualité de suppléante dans le secteur « hors quart communal » de la commission ne peut être prise en considération ;

**Considérant** en effet, qu'en raison de son statut de conseillère communale, elle ne peut figurer que parmi les membres du quart communal ;

**Considérant** que la candidature de Monsieur Alain Roisin sera transmise avec la présente délibération ;

**Considérant** que la candidature de Monsieur Manuel Fossoul n'a pas été introduite par recommandé, que l'on ne dispose donc pas de la copie de cette enveloppe ;

**Considérant** qu'une attestation de la majorité et de la minorité signée désignant les représentants du quart communal sera annexée à la présente délibération ;

**Considérant** qu'afin de s'assurer que la règle d'incompatibilité visée à l'article 7 du C.W.A.T.U.P.E. est bien respectée, il a été demandé à Monsieur de Grelle, « conseiller en urbanisme », de préciser sa profession ;

**Vu** la réponse de Monsieur le Grelle du 31 juillet 2013 et apportant les précisions demandées et attestant que la règle d'incompatibilité visée à l'article 7 du C.W.A.T.U.P.E. est bien respectée ;

**Considérant** que le règlement d'ordre intérieur a été quelque peu modifié pour se conformer à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : de retenir les principes suivants pour la composition de la Commission Consultative Communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité :

1. **La Présidence** : est choisie parmi les personnes qui ont posé leur candidature et non membres du Collège communal.
2. **Représentants du quart communal** :
  - Pour la majorité (groupe LB)  
2 membres effectifs + 3 membres suppléants
  - Pour l'opposition (groupe P.S.)  
1 membre effectif + 2 membres suppléants
3. De reprendre 9 membres effectifs parmi les personnes qui ont posé leur candidature.
4. De reprendre comme membres suppléants le solde des personnes qui ont posé leur candidature.



**Article 2 :** D'adresser la présente délibération au Service Public de Wallonie- Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de l'Aménagement Local, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes.

-----

28. **Urbanisme – Règlement d'ordre intérieur de la C.C.A.T.M. et demande de subventions – Approbation.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**Vu** les dispositions du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et plus particulièrement les dispositions de l'article 7 ;

**Vu** la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 relative à la mise en œuvre des Commissions Consultatives d'Aménagement du Territoire ;

**Vu** les Décrets des 18 juillet 2002, 1<sup>er</sup> avril 2004, 3 février 2005, 27 octobre 2005, 23 février 2006, 1<sup>er</sup> juin 2006 modifiant les règles relatives aux Commissions Consultatives Communales d'Aménagement du Territoire ;

**Vu** le Décret du 15 février 2007 modifiant l'intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du Livre Ier et les articles 1<sup>er</sup>, 7 et 12 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ;

**Vu** la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 relative à la mise en œuvre des C.C.A.T.M., remplaçant la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 ;

**Vu** la décision 22 janvier 2013 du Conseil communal de renouveler la C.C.A.T.M. et de charger le Collège communal de lancer un appel public aux candidats conformément à l'article 7 § 3 du C.W.A.T.U.P.E. ;

**Attendu** l'appel public, lancé le 4 février 2013 et pour lequel, sous peine d'irrecevabilité, les candidatures devaient être adressées au Collège communal par envoi recommandé avant le 4 mars 2013 ;

**Vu** la liste chronologique du dépôt des candidatures, comprenant 15 candidatures recevables ;

**Considérant** qu'il y a lieu de revoir les termes de son règlement d'ordre intérieur afin de la mettre en conformité, sur base du règlement type proposé par le Service public de Wallonie ;

**Considérant** que la commune peut bénéficier d'une subvention annuelle, conformément à l'article 255/1 et 255/2 du Code ;

**Vu** la délibération du Conseil communal du 7 mai 2013 transmise en date du 25 mai 2013 au Service public de Wallonie, Direction de l'Aménagement Local ;

**Vu** le courrier du 13 juin 2013 du Service public de Wallonie, Direction de l'Aménagement Local ;

**Attendu** que consécutivement à ce courrier du 13 juin 2013 du Service public de Wallonie, la liste chronologique du dépôt des candidatures comprend désormais 14 candidatures recevables, celle de Madame Pascale Mauroy-Moulin-Stalpaert ne pouvant être prise en considération, hormis pour le quart communal ;

**Vu** sa décision en séance publique de ce jour ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : la Commission Consultative Communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité sera organisée de la manière suivante:

a) Sont désignés membres effectifs (nombre de voix obtenues) :

- Mr Frédéric Devlieger (19)
- Mme Geneviève Mairesse (19)
- Mr Daniel Marlier (19)
- Mr Yves Robette (19)
- Mme Françoise Sevrin (19)
- Mme Cécile Windal (19)
- Mr Daniel Liénard (16)
- Mr Roland Mahieu (16)
- Mr Alain Roisin (15)

Les autres candidats obtiennent respectivement :

- Mr Jean-Michel Bruyelle : 3 votes
- Mr Paul Spagna : 3 votes
- Mr Pierre Dupont : 3 votes
- Mr Damien Le Grelle : 0 vote
- Mr Daniel Dessilly : 0 vote

b) Les membres du Conseil communal procèdent ensuite au vote destiné à désigner le Président de la Commission.

19 Conseillers prennent part au vote. 19 bulletins réguliers sont retirés de l'urne, et Mr Pierre Dupont obtient 19 voix.

En conséquence de quoi, Mr Dupont est désigné Président de la CCATM de Jurbise.

c) Sont désignés membres suppléants des membres effectifs précisés ci-dessous (nombre de voix obtenus ; compte tenu du fait que le solde des candidats non désignés, à savoir 4 candidats, ne permet pas d'attribuer un suppléant à chaque effectif, les membres du Conseil communal décident d'attribuer un suppléant aux 4 candidats effectifs classés les premiers, dans l'ordre chronologique d'introduction de leur candidature) :

- Mr Jean-Michel Bruyelle, suppléant de Mr Frédéric Devlieger
- Mr Paul Spagna, suppléant de Mme Geneviève Mairesse
- Mr Damien Le Grelle, suppléant de Mr Daniel Marlier
- Mr Daniel Dessilly, suppléant de Mr Yves Robette

Enfin, les membres du Conseil communal procèdent à la désignation du quart communal.

Monsieur Delhayé est désigné membre effectif pour le PS, tandis que M Pascal Delporte est désigné premier suppléant et Monsieur Désiré Laza, second suppléant.

La LB désigne pour sa part Monsieur Demoustiez comme membre effectif, avec Monsieur Hallot comme premier suppléant et Madame Mauroy-Moulin-Stalpaert comme seconde suppléante, et Monsieur Egels également comme membre effectif, avec Monsieur Dessilly comme suppléant.

**Article 2 :** d'adopter et de proposer au Gouvernement Wallon le règlement d'ordre intérieur de la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité ci-après :

### **Commission Consultative Communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité (C.C.A.T.M.)**

#### **REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR**

##### **Article 1<sup>er</sup> – Référence légale**

*L'appel aux candidatures et la composition de la commission, se conforment aux dispositions de l'article 7 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.*

##### **Art.2 – Composition**

*Le Conseil communal choisit le Président et les trois quarts des membres, c'est-à-dire hors le quart communal, parmi les personnes ayant fait acte de candidature, suivant les critères visés à l'article 7§2, alinéa 5 du Code.*

*En cas d'absence du Président, c'est un vice-président, choisi par la commission parmi ses membres effectifs lors d'un vote à bulletin secret, qui préside la séance.*

*L'échevin de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et le conseiller en aménagement du territoire et urbanisme visé à l'article 12 § 1<sup>er</sup>, 6° du Code ne sont pas membres de la Commission ; ils y siègent avec voix consultative.*

##### **Art.3 – Secrétariat**

*Le collège communal désigne, parmi les services de l'administration communale, le service qui assure le secrétariat de la commission.*

*Le secrétaire de la commission est désigné par le collège communal parmi les membres des services de l'administration communale. Le secrétaire n'est ni le Président, ni membre effectif, ni suppléant de la commission. Il n'a ni droit de vote, ni voix consultative.*

*Toutefois, lorsque le collège communal désigne comme secrétaire de la commission le conseiller visé à l'article 12, §1<sup>er</sup>, 6° du Code, le secrétaire siège à la commission avec voix consultative, conformément à l'article 7, §3, alinéa 11 du Code.*

##### **Art.4 – Domiciliation**

*Sauf dérogation motivée accordée par le conseil communal au moment de la désignation, le Président, les membres effectifs et les suppléants sont domiciliés dans la commune.*

##### **Art.5 – Vacance d'un mandat**

*La proposition de mettre fin prématurément à un mandat se fonde sur un des motifs suivants : décès ou démission d'un membre, situation incompatible avec le mandat occupé, absence de manière consécutive et non justifiée à plus de la moitié des réunions annuelles imposées par le présent règlement, inconduite notoire ou manquement grave aux devoirs de sa charge.*

*Toute proposition motivée du conseil communal visant à mettre fin prématurément à un mandat et à procéder à son remplacement est soumise à l'approbation du Gouvernement, conformément à l'article 7 du Code.*

#### **Art.6 - Compétences**

*Outre les missions définies dans le Code et dans la législation relative aux études d'incidences, la commission rend des avis au conseil communal et au collège communal sur toutes les questions qui lui sont soumises.*

*La commission peut aussi d'initiative, rendre des avis au conseil communal ou au collège communal sur l'évolution des idées et des principes en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de patrimoine et de mobilité, ainsi que sur les enjeux et les objectifs du développement territorial local.*

#### **Art.7 – Confidentialité-Code de bonne conduite**

*Le Président et tout membre de la commission sont tenus à la confidentialité des données personnelles des dossiers dont ils ont la connaissance ainsi que des débats et des votes de la commission.*

*Après décision du conseil communal ou du collège communal sur les dossiers soumis à l'avis de la commission, les autorités locales assurent la publicité des débats et avis de la commission.*

*En cas d'inconduite notoire d'un membre ou de manquement grave à un devoir de sa charge, le Président de la commission en informe le conseil communal qui peut proposer au Gouvernement d'en acter la suspension ou la révocation.*

#### **Art. 8 – Sous commissions**

*La commission peut constituer des groupes de travail chargés notamment d'étudier des problèmes particuliers, de lui faire rapport et de préparer ses avis. L'avis définitif est toutefois rendu par la commission.*

#### **Art.9 – Invités-Experts**

*La commission peut, d'initiative, appeler en consultation des experts ou personnes particulièrement informés.*

*Ceux-ci n'assistent qu'au point à l'ordre du jour pour lequel ils ont été invités. Ils n'ont pas droit de vote. Les frais éventuels occasionnés par l'expertise font l'objet d'une délibération préalable de la commune.*

*Le Ministre désigne un représentant dont le rôle est d'éclairer les travaux de la commission. Ce fonctionnaire siège à la commission avec voix consultative.*

#### **Art.10- Validité des votes et quorum de vote**

*La commission ne délibère valablement qu'en présence de la majorité des membres ayant droit de vote.*

*Ont droit de vote, le Président, les membres effectifs et le suppléant le mieux classé de chaque membre effectif absent.*

*Les autres membres assistent aux réunions avec voix consultative.*

*Le vote est acquis à la majorité simple ; en cas d'égalité de voix, celle du Président est prépondérante.*

*Le vote peut être secret ou à main levée, à l'appréciation de la C.C.A.T.M.*

*Lorsqu'il est directement concerné par un dossier examiné par la C.C.A.T.M., le Président, le membre ou le suppléant doit quitter la séance et s'abstenir de participer aux délibérations et aux votes.*

#### **Art. 11 – Fréquence des réunions-ordre du jour et convocation.**

*La commission se réunit au moins le nombre de fois imposé par le Code (6x), sur convocation du Président.*

*Les convocations comportent l'ordre du jour, fixé par le Président.*

*Le Président est tenu de réunir la commission afin que celle-ci puisse remettre ses avis dans les délais prescrits.*

*Les convocations sont envoyées par lettre individuelle adressée aux membres de la commission et à leurs suppléants huit jours ouvrables au moins avant la date fixée pour la réunion.*

*Une copie de cette convocation est également envoyée à :*

- L'échevin ayant l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions ;*
- Le cas échéant, au conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme visé à l'article 12 du Code ;*
- Le cas échéant, au fonctionnaire désigné par le Gouvernement pour siéger à la C.C.A.T.M ;*
- Au Fonctionnaire délégué de la direction extérieure de la D.G.O.4.*

#### **Art.12 – Procès-verbaux des réunions**

*Les avis émis par la commission sont motivés et font état, le cas échéant, du résultat des votes. Ils sont inscrits dans un procès-verbal signé par le Président et le secrétaire de la commission.*

*Le procès-verbal est envoyé aux membres de la commission, qui ont la possibilité de réagir par écrit dans les huit jours à dater de l'envoi des documents. Il est soumis à approbation lors de la réunion suivante.*

#### **Art. 13 – Retour d'information**

*La commission est toujours informée des avis ou des décisions prises par les autorités locales sur les dossiers qu'elle a eu à connaître.*

#### **Art.14 – Rapport d'activités**

*La commission dresse un rapport de ses activités qu'elle transmet au conseil communal pour le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit l'exercice écoulé. Celui-ci, réalisé sur la base des documents fournis par la D.G.O.4. (Direction de l'Aménagement Local) ou via son site internet, est transmis pour le 30 mars à la D.G.O.4.*

*Ce rapport d'activités est consultable à l'administration communale.*

#### **Art. 15 – Budget de la commission**

*Le Conseil communal porte au budget communal un article en prévision des dépenses de la commission de manière à assurer l'ensemble de ses missions. Le collège communal veille à l'ordonnancement des dépenses au fur et à mesure des besoins de celle-ci.*

#### **Art. 16 – Rémunération des membres**

*Le Gouvernement a arrêté le montant du jeton de présence. Le Président de la Commission communale, et le cas échéant, le Président faisant fonction, ont droit à un jeton de présence de 25 euros par réunion. Les membres de la Commission communale, et le cas échéant, les suppléants des membres, ont droit à un jeton de présence de 12,50 euros par réunion.*

*Par membre, on entend l'effectif ou le suppléant de l'effectif absent, qui exerce ses prérogatives.*

### **Art. 17 - Subvention**

*L'article 255/1 du Code prévoit l'octroi d'une subvention de 5.000 euros à la commune dont la C.C.A.T.M. justifie, au cours de l'année précédant celle de la demande de subvention, de l'exercice régulier de ses compétences et du nombre minimum de réunions annuelles visé à l'article 7 du Code. Par exercice régulier de ses compétences, on entend, outre l'obligation de se réunir au moins le nombre de fois imposé par le Code, la présence de la moitié des membres plus un. C'est sur base du rapport d'activités et du tableau des présences que la subvention visée à l'article 255/1 du Code, sera, le cas échéant, allouée. La subvention annuelle couvre notamment les montants des jetons de présence visés à l'article 16.*

### **Art. 18 - Local**

*Le Collège communal met un local équipé à la disposition de la commission.*

### **Art. 19 – Modification du R.O.I.**

*Toute proposition de modification du présent règlement fait l'objet d'une délibération du conseil communal et est soumise à l'approbation du Gouvernement dans le respect de l'article 7 du Code. La commission est habilitée à faire des suggestions dans ce domaine.*

Article 3 : de solliciter la subvention auprès des autorités régionales compétentes.

Article 4 : D'adresser la présente délibération au Service Public de Wallonie- Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de l'Aménagement Local, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes.

-----

29. **Juridique - MP 2013-33-SG-EB** relatif à la désignation d'un assureur pour la couverture des biens, personnels, risques et activités de la Commune et du CPAS de Jurbise – mode de passation, conditions et CSCh – **Approbation**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-33-SG-EB relatif au marché “Désignation d'un assureur pour la couverture des biens, personnels, risques et activités de la Commune et du CPAS de Jurbise” établi par le Service Juridique ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

\* Lot 1 (Divers contrats d'assurance pour la Commune de Jurbise), estimé à 330.578,51 € hors TVA ou 400.000,00 €, 21% TVA comprise

\* Lot 2 (Divers contrats d'assurance pour le CPAS de Jurbise), estimé à 214.876,03 € hors TVA ou 260.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 545.454,54 € hors TVA ou 660.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2013, article 050/118-01 et au budget des exercices suivants ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-33-SG-EB et le montant estimé du marché “Désignation d'un assureur pour la couverture des biens, personnels, risques et activités de la Commune et du CPAS de Jurbise”, établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 545.454,54 € hors TVA ou 660.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché.

Article 3. - De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4. - La Commune de Jurbise est mandatée pour intervenir, au nom du CPAS de Jurbise, à l'attribution et à l'exécution du marché.

Article 5. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 6. - Copie de cette décision est transmise au CPAS de Jurbise.

Article 7. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national et européen.

Article 8. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2013, article 050/118-01 et au budget des exercices suivants.

Article 9. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

30. **Juridique - MP 2009-35-SG-FB** relatif à la construction de la nouvelle crèche d'Erbiseoul – lot 3 : Techniques spéciales – avenant n° 4 – **Approbation**

*Madame Senecaut demande la raison pour laquelle la hotte suffisante n'avait pas été prévue au moment même de la construction. Monsieur le Président du CPAS lui répond.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 7 et 8 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 ;

Vu la décision du Collège communal du 19 janvier 2010 relative à l'attribution du marché "Construction de la nouvelle crèche d'Erbiseoul - Lot 3 (Techniques spéciales)" à THERSA, Drève G. Fache 5 à 7700 Mouscron pour le montant d'offre contrôlé de 177.861,87 € hors TVA ou 215.212,86 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N° 2009-35-SG-FB ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +		€ 1.692,00
Total HTVA	=	€ 1.692,00
TVA	+	€ 355,32
<b>TOTAL</b>	<b>=</b>	<b>€ 2.047,32</b>

Considérant qu'une offre a été reçue à cette fin le 5 août 2013 ;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 41.44 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 251.564,98 € hors TVA ou 304.393,62 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le présent avenant est rendu nécessaire par le besoin d'élargir la surface d'aspiration des vapeurs de cuisson de la cuisine de la Crèche d'Erbiseoul, la hotte actuellement



installée ne permettant pas d'assurer, à elle seule, l'évacuation des vapeurs de l'ensemble des appareils ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/72260:20090037.2009 (n° de projet 2009-0037) et sera financé par un emprunt et subsides ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver l'avenant 4 du marché "Construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul - Lot 3 (Techniques spéciales)" pour le montant total en plus de 1.692,00 € hors TVA ou 2.047,32 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 3. - De financer cet avenant par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/72260:20090037.2009 (n° de projet 2009-0037).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

31. **Juridique** - Installation d'un système d'accès par badge pour des locaux des trois Ecoles communales accueillant la centrale incendie – recours à une procédure négociée sans publicité en application de l'article 26 §1, 3°, b de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures – Approbation

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services , ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la procédure de marché public 2010-54-SG-EB portant sur la réalisation de travaux de sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS, attribuée à l'entreprise CC Domotic Alarm, sise Chaussée du Roeulx 350 à 7000 Mons ;

Vu les remarques émises verbalement par le Service Incendie de Mons en date du 10 août 2013, desquelles il ressort l'opportunité, en cas d'intervention ultérieure du Service, de faire en sorte que les portes des locaux accueillant les centrales incendie dans les écoles, puissent être libérées automatiquement ;

Considérant que cette demande pourrait être rencontrée par l'installation d'un système d'accès par badge sur les portes des trois locaux concernés, à savoir les bureaux des directrices des Ecoles d'Herchies et de Masnuy-Saint-Jean, ainsi qu'une classe de l'Ecole d'Erbisoeul ;

Considérant qu'un tel système d'accès a déjà été installé sur certaines portes des trois écoles par le prestataire CC Domotic Alarm, dans le cadre de la procédure de marché public 2010-54-SG-EB précitée, et que l'intérêt de ce système repose notamment sur l'asservissement des portes à la centrale incendie ;

Considérant que, conformément à l'article 26 §1, 3°, b de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, il peut être traité par procédure négociée sans respecter de règle de publicité lors du lancement de la procédure lorsque des fournitures complémentaires sont à effectuer par le fournisseur initial et sont destinées à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, si le changement de fournisseur oblige le pouvoir adjudicateur à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées ;

Considérant que le recours à un autre fournisseur exposerait la Commune et ses écoles au risque de voir un matériel de technique différente installé, rendant par conséquent impossible ou fortement aléatoire l'intégration parfaite et complète des trois sites scolaires dans le dispositif de contrôle des accès, géré depuis l'Administration communale ;

Considérant également que le recours à un autre fournisseur obligerait celui-ci à intervenir sur les centrales d'alarme fournies et entretenues par CC Domotic Alarm, intervention qui n'est pas envisageable sans le concours et l'autorisation explicite de CC Domotic Alarm ;

Considérant enfin que le recours à un autre fournisseur serait potentiellement source de difficultés en termes d'entretien des différentes installations, du nombre de badges à utiliser par le personnel, de formation de ce même personnel et de réparations éventuelles à apporter aux installations ;

Attendu que le montant des fournitures complémentaires s'élève à 10.306,85 € HTVA ou 12.471,29 € TVAC ;

Considérant que les montants nécessaires seront prévus en modification budgétaire n°2 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>.** - D'approuver, sur base des remarques émises par le Service Incendie de Mons, l'installation d'un système d'accès par badge sur les portes de trois locaux des Ecoles communales de Jurbise, à savoir les bureaux des directrices des Ecoles d'Herchies et de Masnuy-Saint-Jean, et une classe de l'Ecole d'Erbisoeul.

**Article 2.** - D'approuver l'attribution de cette procédure à l'entreprise CC Domotic Alarm, sise Chaussée du Roeulx 350 à 7000 Mons, en application de l'article 26 §1, 3°, b de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

**Article 3.** - D'approuver le coût des fournitures complémentaires au montant de 10.306,85 € HTVA ou 12.471,29 € TVAC. Les montants nécessaires seront prévus en modification budgétaire n°2 du budget extraordinaire de l'exercice 2013.

**Article 4.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

-----

32. **Travaux – Droit de tirage 2013-2016 : Plan d'investissement communal – approbation du Plan d'investissement communal**

*Monsieur Delhay demandait à ce qu'une copie du contenu de ce Plan puisse lui être fournie à l'occasion de la prochaine séance du Conseil communal. Monsieur l'Echevin des Travaux lui répondit que le métré détaillé n'a pas encore été fourni par l'Intercommunale IDEA, mais que les informations nécessaires lui seront transmises dès que possible.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le courrier du 6 juin 2013 de Monsieur le Ministre Furlan, en charge des Pouvoirs locaux, faisant état de l'approbation par le Gouvernement wallon de l'avant-projet de décret modifiant les dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public et établissant un droit de tirage au profit des communes ;

Considérant que ce même courrier fixe le montant de l'enveloppe de la Commune de Jurbise à 458.844 € pour les années 2013 à 2016 ;

Considérant que l'investissement minimum propre de la Commune doit être équivalent à la dotation régionale sollicitée ;

Vu le courrier de la Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE) du 3 juillet 2013, communiquant les priorités actualisées de la SPGE en matière d'égouttage ainsi que les modalités d'application de celles-ci ;

Vu le projet de Plan d'investissement communal de Jurbise, établi par l'Intercommunale de Développement Economique et d'Aménagement (IDEA), et reposant sur l'amélioration et l'égouttage des rues Claus (2<sup>ème</sup> partie), du Faux Bois et Fort Jauniaux ;

Considérant que le montant estimé des travaux s'élève à 1.505.185,50 €, et que la part communale estimée s'élèverait à 385.717,75 € ;

Considérant que les montants nécessaires seront prévus en modification budgétaire n° 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2013 ainsi qu'aux budgets ultérieurs ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** . - D'approuver le Plan d'investissement communal de Jurbise, tel qu'élaboré par l'IDEA .

**Article 2** . - De prévoir les montants nécessaires en modification budgétaire n° 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2013 ainsi qu'aux budgets ultérieurs.

**Article 3** . - De transmettre deux exemplaires de la présente délibération ainsi que le plan d'investissement communal à Monsieur Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux.

-----

33. Question(s) orale(s).

*Monsieur Breuse interroge les membres du Collège communal sur la participation de la Commune aux commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale, et sur l'implication éventuelle des associations et organisations patriotiques. La Présidente lui répond que des manifestations seront bien organisées en collaboration avec les organisateurs des Journées du Patrimoine et le Conseil communal des Enfants. Les Associations patriotiques seront également associées à ces manifestations.*

*Madame Senecaut interroge ensuite les membres du Collège communal sur les modalités de distribution des sacs-poubelles de l'Hygea : qu'est-il proposé aux personnes qui n'ont pas pu aller chercher leurs sacs aux dates prévues ? Ces personnes peuvent-elles les retirer à tout moment à l'Administration communale ? De nouveaux horaires sont-ils prévus ? Des rendez-vous doivent-ils être fixés ?*

*Au nom du groupe PS, Madame Senecaut considère qu'il serait plus aisé pour les Jurbisiens d'instaurer un autre système, à l'instar de ce qui se fait dans des villes telles que Liège ou Mons, à savoir que, moyennant paiement de la taxe, la Commune enverrait un bon permettant la délivrance à titre gratuit par le réseau commercial d'un nombre déterminé de sacs-poubelles. Les personnes pourraient, sur ce mode, enlever leur sacs poubelles pendant leurs courses.*

*La Présidente répond à Madame Senecaut en mettant en exergue les chiffres relatifs, d'une part, au paiement de la taxe immondice en 2012 et 2013, et d'autre part, au nombre de ménages qui se sont présentés à l'une des 12 dates de distribution pour enlever leurs sacs. Le pourcentage des citoyens venus chercher les sacs-poubelles de l'Hygea soit précisé. Ce pourcentage approchait les 85%, mais a forcément évolué depuis lors.*

*La Présidente confirme également à Madame Senecaut que les citoyens en ordre de paiement de leur taxe immondice peuvent prendre contact avec l'Administration communale afin de retirer, sur rendez-vous, leurs sacs pour l'exercice 2013, et même pour l'exercice 2012.*

*Par contre, les membres du Collège communal font part de leurs réticences quant à un éventuel retrait des sacs-poubelles dans les commerces de l'entité : les seuls commerces en question seraient les deux grandes surfaces installées à Jurbise (ce qui serait source d'un problème de mobilité pour les habitants des autres villages), et en cas de perte du bon d'enlèvement, le citoyen risquerait de ne plus avoir d'interlocuteur pour l'obtention d'un nouveau bon. Par ailleurs, le risque de perte des bons par La Poste ne serait pas négligeable. Enfin, la Présidente rappelle que le taxi-sénior a réalisé plusieurs distributions pour les personnes qui ne pouvaient, pour des raisons liées à leur âge, se présenter un jour de distribution.*

*Monsieur Delhaye profite du fait que ce sujet soit abordé pour demander si de nouvelles dates seront prévues pour la distribution, par l'Hygea, des cartes d'accès au parc à containers. La Présidente lui confirme que 8 nouvelles dates ont été prévues à l'Administration communale d'ici la fin du mois de septembre.*

*Madame Senecaut interroge et interpelle également le Collège communal sur l'état de propreté et l'entretien des toilettes des trois écoles communales. Compte tenu des risques sanitaires éventuels susceptibles de découler d'un défaut d'hygiène, le groupe PS propose qu'une réflexion soit menée pour que :*

- les enfants puissent bénéficier de toilettes propres*
- le rythme imposé respecte les besoins naturels de l'enfant*
- le papier toilette nécessaire et suffisant soit mis à disposition*
- les toilettes soient nettoyées après chaque récréation et qu'il soit veillé constamment à leur propreté en renforçant, si besoin, les équipes de nettoyage.*
- les enfants soient sensibilisés aux problèmes de propreté.*

*Afin de répondre aux questions de Madame Senecaut, la Présidente fait tout d'abord distribuer une note élaborée par le Conseiller en prévention de l'Administration, reprenant l'ensemble des mesures préconisées par le Conseiller, notamment en matière d'hygiène scolaire. La Présidente fait également remarquer que le nombre de toilettes dans les écoles de Masnuy-Saint-Jean et Erbisoeul va bientôt être augmenté, tandis que Monsieur l'Echevin de l'Enseignement fait remarquer que, depuis maintenant deux ans, les problèmes récurrents en la matière ont été résolus et ne se sont plus représentés depuis lors et ajoute que la problématique de la propreté des toilettes des écoles est aussi liée à une question d'éducation.*

*La Présidente précise également à l'assemblée, le nombre d'heures consacrées à l'entretien et à la surveillance dans chaque école, et estime que, compte tenu des chiffres cités, il n'est ni nécessaire, ni justifié de renforcer le personnel actuellement en place. Monsieur le Président du CPAS estime que ce problème est non seulement récurrent, mais aussi généralisé à toutes les écoles, et que des efforts répétés ne suffisent pas toujours à éradiquer le problème.*

*Monsieur Delhaye interroge ensuite le Collège communal quant aux développements du dossier du projet de parking communal, compte tenu d'un premier avis défavorable de la Division Nature et Forêts. La Présidente lui répond que la Commune attend désormais l'avis du Fonctionnaire délégué.*

*Monsieur Delhaye interroge également le Collège communal quant aux conséquences de la circulaire budgétaire, publiée récemment. La Présidente lui répond, et précise à tous les conseillers qu'une note leur a été distribuée, en début de séance, avec le lien Internet permettant de télécharger la circulaire.*

*Madame Senecaut demande enfin sous quelle thématique l'année 2014 sera placée, et si de nouveaux projets seront développés au sein des écoles communales. La Présidente lui répond que ces informations seront communiquées lors de la présentation du budget 2014.*

*Pour terminer, la Présidente informe le Conseil communal de la livraison, par la Zone de Police Sylle et Dendre, de deux radars préventifs qui seront bientôt disposés, notamment, aux abords des écoles.*

-----  
**Huis clos**  
-----

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur Général f.f,

La Bourgmestre,

GILLARD Stéphane

GALANT Jacqueline